

# Camard et Coppola : deux

**A**près ça? Nul ne sait aujourd'hui ce que vaut encore la parole politique.

Nul ne sait comment se traduira électoralement l'effroi. Le sentiment d'impuissance. L'horreur qui nous a été jetée à la figure ce soir de novembre.

Nul ne sait quel sursaut naîtra de cette bête immonde. De ce terrorisme qui, comme son nom l'indique, cherche à plonger le pays dans la terreur.

Après ça?

La France a mal. Mais elle n'a pas peur. C'est d'ores et déjà le message qu'ont envoyé les milliers de Français de toutes confessions, de toutes couleurs, de toutes sensibilités, qui ont souhaité se recueillir, se réunir, chanter ou se taire. Boire un verre en terrasse.

Après ça?

En décidant de maintenir les élections régionales, les 6 et... 13 décembre, la République a choisi de ne pas

plier. De ne pas céder à la difficulté du contexte. De ne pas « différer » l'incarnation même de notre démocratie. Après ça?

Nous avons choisi, nous aussi, de reprendre le cours de nos rendez-vous politiques. Touchés. Jamais résignés. C'est ainsi qu'au lendemain de ces trois jours de deuil national, nous avons tenu à publier ce « Face à la rédaction » programmé de longue date. Le premier d'une série qui vous présentera l'ensemble des dix candidats au scrutin régional.

Sophie Camard (Europe Ecologie-Les Verts) et Jean-Marc Coppola (Front de gauche), têtes de liste EELV-FdG en Paca, ont accepté d'ouvrir cette séquence et de répondre à nos questions.

Car après ça, la vie continue. Différente. Mais elle se doit de continuer. Pour eux. Pour ces 129 symboles d'une France attaquée. Mais debout. **S. M.**



Le binôme qui conduit la liste Europe Ecologie-Les Verts/Front de gauche pour les élections régionales en Paca a répondu aux questions de la rédaction de *Var-matin*, malgré un contexte particulier. (Photos Luc Boutria)

## Un contexte chamboulé

### Que vous inspirent les attentats de Paris?

**Sophie Camard :** « D'abord du recueillement, de la dignité, mais aussi une grande vigilance. »

**Jean-Marc Coppola :** « La décence demandait de suspendre la campagne (SC : ce que nous avons fait, comme les autres candidats). On sent bien que les conditions de sérénité, de réflexion ne sont pas réunies. Est-ce que la période aurait été plus propice dans trois ou six mois? On peut se poser la question. Avant les attentats, nous voyions bien que l'on commençait à aborder les enjeux régionaux. Là, nous nous retrouvons sur des enjeux nationaux, internationaux, dans la passion, dans l'émotion, ce qui l'emporte souvent sur la raison. »

### Vous êtes dans l'unité nationale sur ces questions?

**J.-M. C. :** « La droite et l'extrême-droite ne sont pas dans l'unité nationale. Je me situe dans un état d'esprit complètement différent de celui du Président. Il s'inscrit dans une logique de guerre et d'escalade.

Des dispositions vont dans le bon sens (comme l'augmentation de moyens pour la police). Dans le même temps, faisons attention à ce que ces lois sécuritaires renforcées n'empiètent pas sur les libertés fondamentales. »

### La Région peut faire quelque chose?

**S. C. :** « La lutte contre le terrorisme passe par une meilleure protection, mais aussi par la lutte contre l'obscurantisme. Par une meilleure éducation de la jeunesse, par plus de culture. En revanche, la Région n'a pas d'armée, pas de police. L'enjeu de la protection de nos concitoyens, c'est avant tout à la charge de l'État. »

### Michel Vauzelle a beaucoup œuvré pour « une communauté de destin » avec les peuples de Méditerranée. Pour le coup, c'est raté?

**S. C. :** « Pour le coup, c'est encore plus nécessaire de le dire. Face au risque de l'escalade et de la division, sur la base : *il ne faut pas donner raison aux terroristes qui veulent opposer les habitants de notre pays sur de soi-disant facteurs religieux identitaires.* »

## « Que se passe-t-il dans la tête des électeurs? »

### Le bilan de Michel Vauzelle est-il aussi le vôtre?

**S. Camard :** « Oui! »

**J.-M. Coppola :** « On n'a pas breveté les décisions, mais si on n'avait pas mis dans le coup les citoyens, nous n'aurions pas pu tripler l'offre ferroviaire, par exemple. Ça nous renforce dans l'idée de Région coopérative. Ce n'est pas du basisme. Le budget de la Région, c'est 2,1 milliards, on ne peut pas tout faire. C'est une forme de « co-élaboration ». Avec Michel Vauzelle, il y a eu beaucoup de discussions, notamment sur les choix budgétaires quand l'État baissait sa dotation. On n'a rien remis en cause, malgré le souhait de beaucoup. Il a fallu s'endetter un peu plus, mais on a une capacité de remboursement importante. »

### Cela peut compliquer votre positionnement par rapport aux socialistes dans cette campagne?

**S. C. :** « En 2010, on avait la légitimité populaire du 1<sup>er</sup> tour. C'est le rapport de force du 1<sup>er</sup>

tour qui nous a permis de déployer notre politique. On a pu agir au sein de l'institution. En tant qu'écologiste, je le sais : quand nous nous mettons en union dès le 1<sup>er</sup> tour, on nous reproche d'être des coucous et de ne pas avoir de légitimité électorale. »

**J.-M. C. :** « On nous demandait aussi de la clarté et de la cohérence. Il y a un certain nombre d'électeurs qui, depuis 2012, sont déçus, se sentent trahis par le pouvoir qui mène une politique libérale. »

### La politique gouvernementale a été le seul obstacle à une liste commune avec les socialistes?

**S. C. :** « Le contexte national nous aurait obligés à une solidarité de liste. Là, on a notre liberté de parole. »

**J.-M. C. :** « C'est une liste d'émancipation. Sur des questions stratégiques liées à l'institution, on a une fracture sur la question de l'austérité. On ne veut pas une Région qui accompagne l'austérité nationale et européenne. Autre question

dont nous avons discuté avec M. Castaner : l'État doit à la Région plus de 200 millions d'euros au titre du transfert de la compétence sanitaire et sociale. M. Vauzelle l'a demandé quand c'était François Fillon et depuis 2012, il ne les réclame plus. »

### Et au second tour?

**S. C. :** « Le contexte est désormais encore plus particulier.

Aujourd'hui, je ne sais pas du tout ce qui se passe dans la tête des électeurs. On était déjà assez prudents. On va essayer de voir plusieurs scénarii possibles. Mais on a vraiment besoin de voir ce qui va s'exprimer au premier tour pour se déterminer.

**J.-M. C. :** « On va en revanche tout faire pour faire barrage au Front national et à la droite. Ce sont nos adversaires politiques. »

**S. C. :** « D'autant que l'on ne sait pas, à l'issue du 1<sup>er</sup> tour, si le PS se maintiendra. Notre stratégie est de dépasser la barre des 10%. Si on n'y est pas, et que le PS se désiste, la gauche n'aura plus aucun élu au conseil régional. »

## La question de l'internaute

**Envisagez-vous, comme M. Castaner qui s'y est engagé, de ne plus verser de subventions régionales aux communes fortement carencées en logements sociaux?**

**Marc-André Carles (06 Contes)**

**S. C. :** « La Région a voté il y a un an, avec un soutien fort d'EELV et du FDG, la modulation des subventions aux communes en fonction de leur respect de la loi SRU. C'est un bonus-malus, une façon d'inciter et d'encourager les communes. »

**J.-M. C. :** « Mais cela ne doit pas se faire de façon mécanique, arbitraire et aveugle. Certains maires élus en 2014 se retrouvent avec un héritage. D'autres communes n'ont vraiment pas de foncier disponible. »



## C'est dit

### Faut-il en finir avec « PACA »?

**S.C. et J.-M.C. :** « Même si nous faisons l'effort de l'appeler par son intitulé entier, ce n'est ni notre priorité, ni celle des habitants de la région! ... »

### Quels électeurs?

**J.-M.C. :** « Nous voulons ramener vers nous les abstentionnistes de gauche. »

# noms pour une même voie

## « Transports : soyons exigeants avec l'État ! »

### 70 000 chômeurs en Paca. Quels leviers pour créer de l'emploi?

**J.-M.C.** : Essayons déjà qu'il n'y ait pas plus ! Une Région « bouclier social », c'est une région qui met les mains dans le cambouis pour éviter encore plus de casse.

**S.C.** : Le rôle de la Région devient déterminant en matière économique. Ses décisions concerneront et engageront tous les acteurs des territoires. Cela demande un sens aigu des responsabilités. L'un de nos engagements, c'est de mettre les moyens sur la formation. Dans les secteurs que l'on sait porteurs aujourd'hui (la transition énergétique, écologique, la réhabilitation des bâtiments, etc.), nous proposons 100 000 formations.

**J.-M. C.** : Car désormais en matière de formation, nous ne sommes plus à la remorque du rectorat. Nous sommes décideurs de la carte des formations. Je ne dis pas qu'il faut former la main-d'œuvre de demain dans les lycées. Mais c'est à ce moment que commencent à se dessiner les parcours professionnels.

### Aider les entreprises : comment?

**S.C. et J.-M.C.** : C'est un budget de plusieurs dizaines de millions d'euros. Nous sommes passés du

système des subventions à celui des prêts et désormais à celui des interventions en capital. Cela permet de recentrer l'investissement régional sur des domaines d'activités stratégiques. Nous ajouterons plus de critères sociaux et environnementaux pour débloquer les aides financières. Avec un système « bonus/malus ». Pour les artisans et les petites entreprises, la mise en place d'un guichet unique permettra un accès plus simple aux aides. Une mesure qui était jusqu'à présent juridiquement impossible pour la Région.

### Transports : comme faire mieux?

**S.C.** : La carte « Zou ! » a généré 25 % de hausse du trafic. Les offres de trains ont beaucoup augmenté et maintenant, il y a forcément une saturation. Elle se traduit notamment par les retards. Les deux enjeux à venir, ce sont plus de fiabilité et plus de facilité. Nous proposons l'extension de la carte « Zou ! » à tous les transports en commun. Car désormais, la Région en a la compétence. Le contrat avec la SNCF sera renégocié en 2016. Il faudra investir dans une maintenance décentralisée. Nous

devrons signer un contrat beaucoup plus ferme et surtout plus tourné vers les usagers qu'aujourd'hui.

**J.-M.C.** : Nous sommes dans une région atypique. 90 % de notre population vit sur 20 % du territoire ! Il faut adapter tous nos moyens de transports – car le ferroviaire ne peut pas aller partout – avec un politique tarifaire et que ce soit pratique. Si, dans les dix ans qui viennent, nous ne doublons pas la capacité des transports collectifs, c'est la thrombose ferroviaire et routière assurée ! Oui, c'est un gros chantier qui nous attend. Toutes nos villes, grandes et moyennes, souffrent de difficultés de circulation. Nous avons des clefs certes, mais l'État, lui, en a de phénoménales ! Soyons exigeants avec la SNCF, mais aussi avec l'État. Aujourd'hui, sur les 280 millions que nous consacrons au ferroviaire, l'État nous donne 140 millions. En 2017, ce seront encore 40 millions de moins ! Or, il faut des moyens pour les infrastructures. Faire un nœud ferroviaire à Marseille et un autre à Nice, et dire « Pour le reste on verra en 2030 », c'est de la folie ! C'est un gros investissement mais bizarrement, l'État trouve les fonds quand il le veut vraiment.



## C'est dit

**S.C.** « Nous aurons besoin pendant 6 ans d'élus capables de concertation avec tous les partenaires de la Région. Il faut aussi y penser au moment de voter ! »

**S.C. et J.-M. C.** « On met la culture au cœur de notre projet. Pour nous, ce n'est pas une variable d'ajustement. Son but premier n'est pas de rapporter de l'argent. »

**S.C.** : « À la Région, il y a parfois plus d'opposition entre les divers représentants de la majorité qu'avec les autres partis : la droite ne travaille pas ses dossiers et le FN est aux abonnés absents »

## Trois propositions : l'emploi, le logement et un emprunt populaire

### 1. Ouvrir un portail régional des offres d'emploi

**S. C.** : « On a besoin de transparence ! Ce sera un partenariat avec Pôle emploi qui n'a finalement accès qu'à la moitié des offres d'emploi. Dans notre région, il y a beaucoup de réseaux « cachés ». C'est l'une des difficultés des jeunes. Il faut sortir de « la logique du carnet d'adresses » sans lequel on ne peut pas aujourd'hui trouver, ne serait-ce qu'un stage... »

### 2. Créer un parc locatif public. La région ne manque pourtant pas d'offices HLM

**S.C. et J.-M.C.** : « Dans cette région, il y a plus de résidences secondaires que de logements sociaux. Les offices HLM se heurtent à des refus, quand elles veulent construire. Aujourd'hui, dire « logement social » à un maire, c'est lui faire peur. Pour le FN, c'est du logement dangereux, alors que c'est du logement auquel une grande majorité des habitants de la région - jeunes, salariés - peut

prétendre. C'est une bataille que nous ne lâchons pas. »

### 3. Lancer un emprunt populaire pour investir.

**Qu'il faudra rembourser**  
**SC** : « Les collectivités empruntent toutes. Un livret régional éviterait de nous mettre sous la dépendance des marchés financiers. Les gens pourraient choisir d'affecter leur épargne aux lycées ou à l'économie par exemple. Cela permettrait d'avoir une forme de participation citoyenne aux investissements de la région, parfois mal connus. »

## Ma région à moi

### Votre site préféré

**S. C.** : les calanques de Marseille sous l'eau.  
**J.-M. C.** : l'Estérel.

### Votre ville préférée

**S. C.** : les villages de montagne des Alpes.  
**J.-M. C.** : Marseille.

### Votre monument préféré

**S. C.** : le Mucem.  
**J.-M. C.** : Notre-Dame de La Garde.

### Votre personnage préféré

**S. C.** : Simone de Beauvoir.  
**J.-M. C.** : Nelson Mandela.

### Votre expression favorite

**S. C.** : je crains *dégun* (rires).  
**J.-M. C.** : la *pitchoune*.

### Votre plage préférée

**S. C.** : les grandes plages de Camargue.  
**J.-M. C.** : Les Salins à Hyères.

### Votre plat préféré

**S. C.** : pas un plat, mais plutôt notre régime alimentaire, notre cuisine méditerranéenne.

**J.-M. C.** : la bouillabaisse. Et je ferais des kilomètres pour les chichis Frégi de Toulon.

### Le lieu que vous rêvez de transformer

**S. C.** : pas transformer mais protéger et valoriser les ocres du Lubéron.

**J.-M. C.** : transformer les quartiers populaires pour en faire des lieux de vivre ensemble.



## Ils ont répondu à leurs questions



Patrice Maggio, directeur adjoint des rédactions.



Stéphanie Mayol, rédactrice en chef adjointe.



Mireille Martin, reporter en charge de la politique.